

Département de l'Isère
Canton de l'Oisans
Commune LES DEUX ALPES

DECISION DU MAIRE
N° 2023-058

Domaine : COMMANDE PUBLIQUE – 1.4 – Autres types de contrats

Objet : Accompagnement juridique sur la passation et la rédaction des nouveaux contrats pour les restaurants d'altitude du domaine skiable Les Deux Alpes

Le maire,

VU le code général des collectivités territoriales, notamment l'article L2121-29 ;

VU la délibération n° 2020.062 du 10 juillet 2020 portant délégation de fonctions de l'assemblée délibérante à l'exécutif,

VU la convention d'assistance juridique annexée,

CONSIDERANT que la commune est actuellement confrontée à une problématique liée à l'implantation et la gestion de certains restaurants d'altitude situés sur le domaine skiable mais qui ne sont pas tous gérés dans le cadre de la délégation de service public confiée à la société SATA Group,

CONSIDERANT la nécessité pour la commune de sécuriser la passation des différents contrats et de disposer d'un accompagnement juridiques plus général sur toutes les problématiques pouvant se rattacher à la gestion des restaurants d'altitude,

CONSIDERANT que la commune tient à être accompagnée par un conseil juridique qui a une connaissance précise du dossier,

DECIDE

Article 1 : de confier cette mission d'accompagnement juridique à la société LexCase Avocats, 17 rue de la Paix – 75002 PARIS, immatriculée au RCS de Paris sous le numéro 512 642 950.

Article 2 : de signer à cet effet, la convention d'assistance juridique dont le projet est ci-joint.

Article 3 : La présente décision sera inscrite au registre des actes administratifs.
Ampliation en sera adressée à Monsieur le préfet de l'Isère.

Les Deux Alpes, le 3 mars 2023

Par délégation du conseil municipal,

Le maire, Christophe AUBERT



CONVENTION D'ASSISTANCE JURIDIQUE

Entre les soussignés

La **société LEXCASE Société d'Avocats**, SELARL au capital de 722 200 €, immatriculée au RCS de Paris sous le numéro 512 642 950, dont le siège social est 17 rue de la Paix, 75002 Paris et dont l'établissement secondaire est 38 rue Grignan, 13001 Marseille, représentée par Alain de BELENET, associé gérant

Ci-après dénommée « LEXCASE »
D'une part

La **commune de LES DEUX ALPES**, dont le siège est à l'Hôtel de Ville, 48 avenue de la Muzelle, BP 12, 38860 Les Deux Alpes, représentée par son maire en exercice, Monsieur Christophe AUBERT, dûment habilité à signer la présente par délégation du conseil municipal en application de la *décision n° 2023_058 du 3 mars 2023*

Ci-après dénommée « la commune » ou « Les Deux Alpes »
D'autre part

Conjointe « Les Parties »

Préambule

La commune de Les Deux Alpes est actuellement confrontée à une problématique liée à l'implantation et la gestion de certains restaurants d'altitude sur sa commune qui ne sont pas tous gérés dans le cadre du contrat de délégation de service public portant sur l'exploitation générale du domaine skiable.

Sont plus précisément visés les sujets suivants :

- Négociation des modalités de résiliation anticipée du bail conclu en 1973 pour la construction et l'exploitation du Bar-restaurant « Le Panoramic » ;
- Passation avec la société SATA GROUP, délégataire du domaine skiable, d'un bail emphytéotique administratif visant la construction et l'exploitation d'un nouveau restaurant d'altitude au niveau de la gare intermédiaire du 3S, destiné à remplacer le Bar-restaurant « Le Panoramic » qui a vocation à être démoli ;
- Engagement d'une nouvelle procédure de mise en concurrence pour l'attribution du contrat de concession portant sur l'exploitation du Chalet Refuge de la Fée à la suite du caractère infructueux de la procédure lancée à l'été 2021.

A cet égard, compte tenu de la nécessité pour elle de sécuriser la passation de ces différents contrats et de disposer d'un accompagnement juridique plus général sur toutes les problématiques pouvant se rattacher à la gestion de ces restaurants d'altitude, la commune de Les Deux Alpes souhaite pouvoir être accompagnée par un conseil juridique.

La commune de Les Deux Alpes a choisi de confier cette mission à la société LexCase compte tenu de sa connaissance accrue de l'historique du dossier, des termes du nouveau contrat de délégation de service public des remontées mais aussi des problématiques et enjeux entourant l'exploitation actuelle du domaine skiable.

Tel est donc l'objet de la présente convention.

Le présente convention fait suite à une précédente convention d'assistance juridique en date du 11 mars 2022 ayant porté sur (i) l'étude du cadre juridique actuel d'exploitation desdits restaurants et les implications pratiques et financières associées à la fin des contrats existants, (ii) l'étude des possibilités contractuelles d'exploitation du nouveau restaurant Panoramic, (iii) la négociation et la rédaction du protocole de fin de contrat avec l'exploitant du restaurant de La Fée, (iv) la préparation et le suivi de la procédure de concession pour le nouveau contrat d'exploitation de La Fée, (v) la préparation de la convention d'occupation temporaire pour l'exploitation de La Fée suite à l'infructuosité de la procédure de concession, (vi) l'analyse en droit de l'urbanisme des modalités de présentation des demandes d'autorisations nécessaires pour la réalisation du nouveau restaurant Panoramic.

1. Cadre légal de passation de la présente convention

La présente convention, qui porte principalement sur des services de conseils juridiques est conclue sans publicité ni mise en concurrence préalable en application :

- Des articles R. 2123-8 et R. 2122-8 du code de la commande publique ;
- Et de l'article 10 de la loi n°71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques

2. Prestations convenues

La société LEXCASE s'engage à fournir des prestations juridiques de conseil, d'assistance et de représentation au profit de la commune de Les Deux Alpes ayant trait aux sujets mentionnés en préambule, et plus globalement pour toutes les problématiques liées à l'exploitation de ces établissements.

Sans que cette liste ne soit exhaustive, sont plus particulièrement visées les prestations suivantes :

- Accompagnement dans le cadre de la négociation des modalités de résiliation anticipée du bail conclu en 1973 pour la construction et l'exploitation du Bar-restaurant « Le Panoramic » ;
- Accompagnement de la commune pour la passation d'un contrat de bail emphytéotique administratif avec la société SATA GROUP visant à la construction et à l'exploitation d'un nouveau restaurant d'altitude au niveau de la gare intermédiaire du futur téléphérique 3S ;
- Accompagnement de la commune dans la procédure de passation d'un contrat de concession portant sur l'exploitation du Chalet Refuge de la Fée à la suite de la déclaration d'infructuosité de l'appel d'offres lancé à l'été 2022 ;
- Gestion des problématiques éventuelles annexes liées aux contrats en cours pour l'exploitation des restaurants d'altitude appartenant à la commune (hors restaurants relevant du périmètre du contrat de délégation de service public conclu avec la société SATA GROUP portant sur la construction et l'exploitation du domaine skiable des Deux Alpes).

La société LEXCASE mettra en œuvre toutes les diligences utiles, en accord avec la commune de Les Deux Alpes, pour réaliser ses prestations.

La société LEXCASE suggèrera et/ou accomplira, à ce titre, tout courrier ou toute action qu'elle estime utile et/ou justifié par l'intérêt de la commune de Les Deux Alpes auquel, sauf urgence, elle soumet ses projets pour validation.

Elle formulera ses avis et/ou commentaires et/ou propositions selon les demandes et documents transmis par la commune de Les Deux Alpes.

Les prestations d'assistance pourront être rendues, en fonction des demandes de la commune, sous forme de « hotline » téléphonique, de validation écrite (via email) des réponses données oralement, de rédaction d'avis juridique écrits et de courriers, de relecture d'actes juridiques, de participation à des réunions de travail ou d'expertise, etc...

Maître Alain de BELENET accepte, au nom de la société LEXCASE, la mission que la commune de Les Deux Alpes désire ainsi lui confier.

3. Honoraires

Sauf demande préalable de fixation d'un forfait d'honoraires, les prestations fournies seront facturées au temps passé, sur la base des taux horaires (prix unitaires) des membres des équipes de LEXCASE impliquées, tels que définis ci-dessous :

PROFILS	TARIFS HORAIRES (€ HT)
Associé	280
Collaborateur	200

Ces taux constituent des prix unitaires fermes.

Ces montants seront majorés de la TVA au taux en vigueur à la date de la facturation.

Le montant maximum pouvant être payé par la commune au titre de la présente convention est fixé à 40.000 € HT.

Avant toute intervention, si la commune le souhaite, un estimatif des honoraires prévisionnels pourra être fourni. LEXCASE s'engage à prévenir le plus tôt possible la commune en cas de dépassement constaté ou prévisible de l'estimatif communiqué en début d'intervention.

4. Frais supplémentaires

Les taux horaires comprennent tous les frais de gestion courante : secrétariat, télécopie, photocopie, téléphone, etc...

Constituent, en revanche, des frais supplémentaires, exclus des taux horaires mentionnés à l'article 4 et donnant lieu à une facturation supplémentaire :

- les frais éventuels d'intervention des avocats correspondants ou partenaires (postulation selon tarif ou honoraires de l'avocat correspondant ou partenaire) ou de tiers (huissiers, experts...);
- les frais de timbres fiscaux et frais de greffe ;
- les frais de déplacement et d'hébergement :
 - o en cas de déplacement en avion, en train, en taxi ou de frais d'hôtel, il sera remboursé le montant des frais engagés, à l'euro l'euro ;
 - o en cas de déplacement en voiture, le remboursement interviendra par application du barème kilométrique fiscal.

Les frais engagés seront mentionnés dans le cadre de la facturation. Ils seront majorés de la TVA au taux en vigueur.

5. Facturation et règlement

5-1- Facturation

Les prestations seront facturées mensuellement sur la base d'un relevé détaillé des temps passés durant le mois écoulé.

En cas de rupture de la présente convention, un compte détaillé, arrêté à la date de l'évènement, sera remis à la commune avec la note de frais et honoraires correspondante.

5-2- Règlement

Le règlement des factures s'effectuera dans un délai maximum de 30 jours à compter de la réception de la facture adressée par la société LEXCASE.

6. Déontologie

Conformément aux règles professionnelles applicables à la profession d'avocat, le cabinet LEXCASE s'engage :

- à conserver le secret le plus strict sur toutes informations dont il aurait connaissance à l'occasion de l'exécution des prestations prévues à la présente convention,
- à renoncer à apporter des prestations de conseil juridique ou d'assistance à toute personne, physique ou morale, publique ou privée, dont les intérêts seraient contraires à ceux de la commune sans avoir obtenu l'accord préalable de cette dernière.

7. Durée

La présente convention prend effet à compter de sa notification par la commune à LEXCASE. Elle est conclue pour une durée de deux années.

Chacune des parties pourra mettre fin à la présente convention en adressant à l'autre une lettre recommandée. La convention prendra alors fin 30 jours calendaires après la réception de la lettre de dénonciation.

En cas de résiliation pour quel que motif que ce soit, aucune indemnisation ne sera due entre les parties.

8. Protection des données à caractère personnel

La commune de Les Deux Alpes est informée de ce que LEXCASE met en œuvre des traitements de données à caractère personnel afin de lui permettre d'assurer la gestion, la facturation, le suivi des dossiers de ses clients. Ces données sont nécessaires pour la bonne gestion des clients et sont destinées aux services habilités de notre cabinet.

Dans les conditions définies par la loi Informatique et Libertés et le Règlement européen sur la protection des données, les personnes physiques disposent d'un droit d'accès aux données les concernant, de rectification, d'interrogation, de limitation, d'effacement et d'opposition pour motif légitime à la prospection à l'adresse suivante : LEXCASE Société d'Avocats, 38 rue Grignan, 13001 Marseille ou par courriel adressé à adebelenet@lexcase.com, accompagné d'une copie d'un titre d'identité signé.

Fait en deux exemplaires originaux,

Pour la société LEXCASE

Le _____

Pour la commune de Les Deux Alpes

Le 04 Mars 2023

Me Alain de BELENET
Associé gérant

Monsieur Christophe AUBERT
Maire

